



آرمان

نشریه دبیرخانه خارجی

سازمان جوانان و دانشجویان دمکرات ایران

ضمیمه (شماره ۲)

آرمان

LES TEMOIGNAGES DES JOURNALISTES FRANCAIS EN IRAN

et

L'OPINION D'UN AVOCAT

گواهی روزنامه نگاران و اظهار نظریک وکیل دادگستری فرانسوی
در باره ایران

SEPTEMBRE 1975

Note de l'éditeur

Au moment où le Shah d'Iran, étalant les milliards de petro-dollars détournés au détriment du peuple iranien, essaie de profiter de la complicité bienveillante du monde capitaliste pour se faire décerner les titres de "souverain démocrate, progressiste et même révolutionnaire", des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour dénoncer devant l'opinion publique mondiale ces maquillages grotesques de la réalité, cette fourberie odieuse qui se propose de blanchir un régime de type fasciste, imbibé du sang des milliers de patriotes et puant le pétrole.

Nombreux sont les témoignages, apportés ces derniers temps par les enquêteurs et les reporters étrangers de différentes tendances ayant visité l'Iran. Bien que les bases d'analyse de ces enquêtes et l'opinion politiques de leurs auteurs soient différentes, elles donnent cependant de la réalité iranienne une image qui est loin du tableau idyllique brossé par les propagandistes et les adulateurs du Shah.

La présente brochure est un recueil de trois importants témoignages français sur la situation en Iran. Ils sont rassemblés à dessein pour mieux montrer aux lecteurs français le véritable visage du régime anti-national et anti-démocratique du Shah.

La grande enquête du célèbre publiciste français, Henri Alleg, parue dans l'Humanité (25-26 Mars 1975), celle de reportage de MM. Jean Bothorel et Jacques Houzel publiée dans le journal " La Vie Catholique " en 12 Mars 1975 et l'intervention émouvante du M. William Caruchet, avocat au Barreau de Nice, faite le 3 Avril 1975 au Palais des Nations à Alger au cours de la réunion du dixième Congrès de l'Association internationale des Juristes démocrates, constituent le contenu de la présente brochure.

Puisse ce petit recueil, en informant le public français sur la véritable situation de notre pays, contribuer au développement du mouvement de solidarité agissante des démocrates français de toutes tendances pour sauver la vie des dizaines de milliers de prisonniers politiques iraniens, livrés au bon plaisir des tortionnaires de la police secrète du Shah (SAVAK), pour soutenir la lutte extrêmement difficile que le peuple iranien mène pour l'indépendance national et la démocratie.

ELDORADO DES PETRODOLLARS

- I .- BRUITS DE BETONNIERES ET VALSE DE MILLIARDS
- II .- OR NOIR ET REVOLUTION BLANCHE
- III.- COMMENT DIT-ON " DEMOCRATIE " EN PERSAN ?
- IV .- IL EST PLUS TARD QUE NE LE PENSE SA MAJESTE

Une enquête de HENRI ALLEG, journaliste
au journal l'Humanité -Organe central
du Parti Communiste Français.
25, 26, 27 & 28 Mars 1975

CARTE D'IDENTITE

* 1.645.000 km², soit la surface de la France, de l'Allemagne fédérale, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Belgique et de la Hollande réunies.

* Un tiers du pays est un désert salé (à l'Est de Téhéran) ; un autre tiers est montagneux. Le mont Demavand, dans la chaîne de l'Albroz culmine à 6.029 m. Tout le pays est un plateau dont l'altitude moyenne est d'environ 1.000 m (1.200 à Téhéran).

* 32 millions d'habitants , parlant en majorité le persan (farsi). Mais il y a des minorités nationales : Kurdes, Azerbaïdjanais, etc.

* La religion de la majorité est l'Islam (de rite chiite) qui se distingue de celle pratiquée dans les pays arabes proches (surtout sunnites). Il y a également des chrétiens (rite arménien), des juifs et des zoroastriens. Ces derniers pratiquent l'ancienne religion des Perses (culte d'Ahuramazda).

* La population paysanne reste la plus nombreuse, plus de 60 %.

* La civilisation iranienne est l'une des plus anciennes du monde. L'empire de Cyrus, de Darius et de Xerxès, il y a 2.500 ans, s'étendait des frontières de l'Inde au Bosphore et à l'Egypte.

* Iran signifie " Terre des Aryens ", du nom des tribus qui primitivement occupèrent le pays. (Selon les thèses pseudo-scientifique des hitlériens, une " race supérieure ", ancêtre des Allemands.) On peut au passage vérifier la stupidi-

té de ces théories délirantes : Vous rencontrez difficilement un " Aryen blond aux yeux bleus " dans les rues d'Ispahan ou de Téhéran.

* L'Iran a produit en 1974, 350 millions de tonnes de pétrole. Il est le 4^e producteur mondial après les U.S.A. , l'U.R.S.S., l'Arabie Saoudite.

ooo

www.iran-archive.com

I.- BRUITS DE BETONNIERES ET VALSES DE MILLIARDS

Le plateau servi dans l'avion, un Boeing 727 d'Iransair, est déjà une sorte d'introduction au voyage : la moutarde porte la marque d'une usine de Düsseldorf, le sucre a été mis en sachet à Liverpool, le chocolat vient de Pérouse, en Italie, le beurre est normand, salières et poivrières sont de fabrication anglaise, les assiettes " made in Japan ". Quant à la cuisinière, elle est " internationale ", c'est-à-dire hybride, inappétissante, et hygiénique, s'adaptant sans les choquer ni les flatter aux palais de tous les continents.

" L'Iran est un client en or, il achète au monde entier et paie cash " semble dire la variété des étiquettes. Le flot des voitures sur l'avenue Pahlavi qui traverse Téhéran du nord au sud, pratiquement sans une courbe sur une dizaine de kilomètres, est presque aussi dense que dans Paris. Vingt mille voitures, me dit-on, circulaient dans les villes d'Iran en 1953. Il y en a aujourd'hui plus de sept cent mille et les auto-écoles font fortune. Dans la capitale, on délivre cinq mille permis de conduire par mois. Un peu facilement, m'a-t-il semblé, à voir la façon dont certains chauffeurs slaloment entre les piétons, brûlent gaiement les feux et négligent passages cloutés et lignes continues.

Mais, on m'a aussi expliqué que tous ceux-là avaient un ami ou un cousin dans la police, ce qui les mettait à l'abri des amendes.

Tous les types et toutes les marques se croisent. Des Mercedes, des Rolls, des Peugeot importées, des Citroën (la Dyane, montée sur place, a été rebaptisée d'un nom à consonance iranienne. Elle est devenue : " Jyane " et on en a construit 10.200 en 1974). Roots, Mercedes, Chrysler ont monté, en accord avec une société iranienne, une usine qui emploie six mille ouvriers et sort chaque jour deux cents " Peykan " (" La Flèche " en persan). L'objectif est de faire passer la production à 360.000 unités par an en 1976 et à 500.000

en 1980. En attendant, on importe tous les jours.

Après-nous le déluge ?

Au-dessus du fleuve de voitures sur les deux côtés de l'avenue, d'innombrables enseignes de banque : " Meili " (la Banque Nationale), Ettabarat, Hollando-Iranienne, Italo-Iranienne, Anglo-Iranienne, Nippo-Iranienne, " Merkazi " (Banque Centrale), et les succursales de dizaines d'autres, de New-York, de Londres, de Paris, des grandes firmes du monde entier, de Siemens à Univeler en passant par Brandt et Cannon.

Une ville plate, grise, poussiéreuse, grosse bourgade du Far West, devenue une capitale de 3.500.000 habitants en une vingtaine d'années. Le soir, des lettres de méon dansent de merveilleuses arabesques de feu sur les façades des maisons. Il faut seulement oublier qu'elles vous invitent à boire Coca-Cola. Au matin, surprenante est aussi la vision des monts de l'Alborz enneigé, découverts dans la soudaine trouée d'une rue.

Les bâtiments, peu élevés, sans grâce et sans style, sentent le neuf, le léger, vite et mal construits à coup de mortier et de briques. Une frénésie de spéculations immobilière fait pousser partout de nouveaux bâtiments. Le prix des loyers a été multiplié par deux en deux ans et ils grimpent encore. En trois ans, les sociétés qui font bâtir amortissent leurs investissements. Rien qui soit pour durer. "Après nous peut être le déluge", semble dire tout cela. En attendant, " Vive le profit ! ".

Au feu rouge, quelqu'un frappe à la vitre du taxi. Un mendiant se faufile entre les voitures et montre un moignon gris et squelettique pour apitoyer les automobilistes et leurs passagers. Ailleurs, sur les trottoirs, des gosses cirqueurs de chaussures, et des femmes voilées dans des "tchadors", grandes pièces de tissu sombre, qui tendent la main. Catégorie au-dessus, un peu moins misérables, des marchands ambulants de pistaches, de chewing-gum, de bonbons, de ci-

garettent sollicitent les passants.

Les pétro-dollars que déverse la corne d'abondance ne sont pas encore arrivés jusqu'à eux. Descendront-ils jamais aussi bas ?

Prêter aux riches

En 1972, les revenus pétroliers de l'Iran étaient de quelque deux milliards et demi de dollars. En 1973, ils s'élevaient à 3,7 milliards et en 1974 ils atteignaient les 23 milliards (soit près de 105 milliards de francs, pas loin de la moitié du budget français). En comptant les bénéfices du pétrole, l'augmentation du produit national annuel est passée d'environ 14 % à 33 % en 1974. L'Iran investit en Europe, aux Etats-Unis, en Afrique du Sud, prend 25 % des parts chez Krupp; 15 % dans la Panam. Toutes ces sommes auraient certes, pu trouver une meilleure utilisation, mais cette politique se fixe, entre autre objectifs, celui d'intégrer profondément l'Iran dans le système impérialiste mondial qui garantira contre vents et marées son ordre social actuel.

" Aide à l'étranger : 9 milliards débloqués cette année ", titre " Le Journal de Téhéran " (1). Suit la liste des pays " aidés " parmi lesquels l'Angleterre figure pour un milliard 200 millions de dollars, la France, l'Egypte chacune pour un milliard. Un crédit de trois milliard de dollars est encore octroyé à la Banque Mondiale que dominent les USA et au Fonds Monétaire International.

La propagande officielle exalte comme un motif d'orgueil cette distribution : " Il y a quinze ans nous emprun-

(1) "Le Journal de Téhéran" édité en français tire environ à 4000 exemplaires. Le grand journal iranien imprimé en farsi est le "Khayan" et tire à 80000 exemplaires. Deux quotidiens sont édités en anglais : "The Teheran Journal" et "The Teyan international". Il y a trois chaînes de télévision. (La troisième est réservée aux émissions américaines).

tions à tous les pays, maintenant c'est nous qui prêtons au monde entier. N'y a-t-il pas là de quoi nous rendre fier ? ».

Rêves pour demain ...

L'homme, guide au Musée archéologique de Téhéran, qui me disait cela, portait une veste grise élimée et un pantalon tirebouchonné qui n'en pouvait plus. Il devait gagner dans les dix mille rials par mois (environ 600 F). Combien de temps s'en contenterait-il encore en se disant que la reine d'Angleterre lui devait un milliard deux cents millions de dollars ?

Mais il reste encore des milliards à employer sur place et à faire fructifier. Une dame américaine, accompagnant son mari en déplacement d'affaires, confiait à son voisin de table à l'hôtel :

« Ce pays me fait penser à l'époque du "gold rush" chez nous, quand tout le monde pouvait devenir millionnaire. » Vision un peu simpliste, mais qui comporte quelque vérité : c'est la ruée des capitalistes étrangers et de la bourgeoisie locale sur les pétro-dollars avec la bénédiction du régime. Dans l'avion de Téhéran à Abadan, un technicien français qui faisait la tournée du golfe pour une firme qui vend des plans d'installation de chantiers navals me confiait : « Ils m'effraient : tout ce que nous leur proposons n'est pas assez grand et les délais sont trop longs. La construction de tankers de 200.000 tonnes ne les intéresse pas. C'est des 500.000 qu'ils veulent, et tout de suite. »

Chaque jour, la presse annonce la signature de nouveaux contrats. Des sociétés étrangères s'associent à des capitalistes locaux et à l'Etat iranien dans des "joint-ventures" pour la création de nouvelles usines, de nouvelles industries ou pour l'agrandissement d'entreprises qui fonctionnent déjà.

Les rentrées exceptionnelles de 1974 ont amené le gouvernement à réviser en hausse tous les chiffres de son cinquième plan (1973-1978). S'il est effectivement réalisé, 2.100.000 emplois nouveaux seront créés d'ici à 1978 dont 850.000 dans l'industrie et 530.000 dans la construction. (1)

Parmi les projets les plus importants, trois nouvelles raffineries (à construire avec des sociétés ouest-allemandes et japonaises), des usines de liquéfaction de gaz naturel, un deuxième pipe-line pour son exportation vers l'URSS et l'Europe seront mis en chantier.

Trois nouveaux complexes métallurgiques d'une capacité de production de 2 à 3 millions de tonnes chacun devraient entrer en fonctions d'ici à 1980. La production de l'aciérie d'Isfahan, construite par les Soviétiques en échange de la livraison de gaz naturel (brûlé jusque-là sans utilité dans les champs pétrolifères parce qu'on n'avait pour lui aucun emploi), sera portée, dans un premier temps, de 600.000 tonnes à deux millions en 1977, puis dans une étape ultérieure, à 8 millions de tonnes. Autour de l'aciérie, plusieurs dizaines d'usines vont être installées. Quarante mille personnes y travaillent déjà dont huit mille ouvriers dans l'usine même. Toute cette activité donnera naissance à une ville -Aryashahr, qui devrait compter 300000 habitants d'ici à une dizaine d'années.

Le premier ministre Amir Abbas Hoveyda, dont il faut cependant préciser qu'il jongle sans complexe avec les faits et les chiffres pour les besoins de ses démonstrations, affirmait récemment que, d'ici à 1985, la production annuelle

(1) A l'heure actuelle, d'après les chiffres officiels (toujours sujets à caution) il y aurait trois millions de salariés, dont 2.100.000 dans le secteur privé. Ces chiffres englobent les travailleurs des petits ateliers et les ouvriers agricoles et 850.000 dans le secteur public (y sont inclus les fonctionnaires).

d'acier, de l'ordre de 600.000 tonnes actuellement, s'élèverait à 20 millions de tonnes, celle de l'aluminium à un million de tonnes, du papier à un million de tonnes également. Un million de voitures sortiront des fabriques annuellement et les produits pétrochimiques fourniront 7 millions de dollars de revenus.

Pas si "fabuleux"

Au début du mois un accord commercial, le plus vaste jamais conclu par les Etats-Unis, a été signé par Washington et Téhéran. Les échanges (ventes de pétrole exclues) atteindront 15 milliards de dollars en cinq ans, ce qui dépasse d'un milliard le total des programmes négociés avec l'Europe occidentale. Dans cette somme, le matériel militaire entre, il est vrai, pour un tiers. Parmi les projets figurent la production d'engrais, le développement de la pétrochimie, l'établissement d'une industrie électronique, la réalisation de centrales nucléaires (6 ou 7) et la construction de 100.000 logements. "Les USA, répète le chah, sont nos alliés privilégiés." Il ne faut donc pas s'étonner que dans cette "distribution", ils reçoivent la part du lion, ni non plus qu'au terme de cet accord les Américains s'engagent à "favoriser le développement d'un marché de capitaux afin de faire de l'Europe le centre financier de cette région".

Par contre, les contrats avec les sociétés françaises annoncés à grands coups de clairon par Chirac, semblent bien moins "fabuleux" qu'il le proclamait. Il avait obtenu se vantait-il, des commandes d'une valeur de 50 milliards de francs, "du travail pour cinq ans à l'industrie française". La réalité est moins féérique. Car la marge est toujours grande entre les "intentions" des acheteurs et les conclusions d'un marché.

C'est ainsi que LMT et CGTC (filiale "française" du groupe ITT), associées avec le groupe ouest-allemand SEL, se

sont fait "souffler" l'installation de quelque deux millions de lignes téléphoniques par la " General Telephone and Electronics " américaine. L'affaire était presque conclue (il s'agissait de 500 millions de dollars) lorsque le Département d'Etat multiplia les pressions sur le chah , faisant dépendre la livraison de nouvelles armes à l'armée iranienne, de la signature de ce contrat avec la " General Telephone and Electronics " qui, finalement, emporta la commande.

Les discussions pour la construction du métro de Téhéran piétinent encore et, pour le moment, l'installation de deux centrales nucléaires sur les cinq primitivement annoncées, celle d'une usine d'aciers spéciaux (avec Schneider Le Creusot Loire) et l'agrandissement d'une usine d'automobiles (avec Citroën et Renault) font seules l'objet de contrats fermes.

Mais, dans ce nouveau Pérou des monopoles internationaux et de la bourgeoisie iranienne, dans cette valse de milliards, dans ce fracas de bétonneuses, dans ce tumulte de projets financiers et industriels qui bouleversent la vie et les structures d'un des plus vieux pays du monde, quelle part revient au peuple iranien ?

II.- OR NOIR ET REVOLUTION BLANCHE "

Sur l'aire d'atterrissage de Mehrabad le chah descend enfin du boeing qui le ramène de Saint-Moritz. Au bas de l'avion, le président du " Majlis " (l'Assemblée nationale), M. Abdallah Riazi, cassé en deux, baise avec humilité la main du souverain qui contemple, majestueux et bienveillant, le crâne chauve qui s'incline devant lui. Le premier ministre, Abbas Hoveyda, le ministre de la cour, Assadelah Alam, le ministre des Affaires étrangères, Abbas Ali Khalatbari attendent leur tour de faire révérence et de poser

leurs lèvres sur les augustes phalanges de l'empereur. Progrès évident de la démocratie, m'a dit un Français installé depuis 15 ans dans le pays. " Autrefois, ces fonctionnaires se prosternaient pour lui baiser le pied. "

Le culte de l'empereur, dont les fonctionnaires ne parlent qu'en lui donnant tous ses titres : le chahinchah Aryamehr - le roi des roi - " Lumière des Aryens " est omniprésent. On ne fait pas dix pas sans tomber sur sa photo et celles des membres de la famille. Il semble adorer changer d'uniforme ou de costumes. Sans doute, pense-t-il, comme il le dit au cours d'une interview télévisée, à l'ORTF, à propos de la vaisselle d'or utilisée dans son palais de Saadabad " que le peuple aime ça ".

Galerie de portraits

On peut le voir en général d'armée, en amiral de la flotte, en commandant d'aviation, en chef scout, en basketteur, en homme-grenouille, en technicien du pétrole, en empereur couronné, en docteur de l'Université, en tenue de ville. Il est dans tous les halls d'hôtels (je l'ai compté cinq fois dans celui de l'Hôtel international d'Abadan), dans toutes les gares, dans tous les bureaux, dans les mosquées, les églises, les synagogues, dans tous les magasins, dans tous les cinémas.

Le culte s'élargit à Sa Majesté Impériale Farah Diba, à son Altesse Achraf Pahlavi, la soeur jumelle du chah, à quelques demi-frères, à sa fille, au gendre et aux neveux dont les journaux annoncent qu'ils ont inauguré telle exposition, patronné telle soirée ou séance sportive. Ce dont on ne dit mot ce sont les fructueuses affaires que font le chah et les siens pour leur propre compte.

Le royaume des affaires

Quand une nouvelle société se crée, qu'une filiale étrangère s'installe, il est recommandé d'y faire participer quelque haut personnage, membre de la famille impériale. Cela offre des protections et des avantages certains.

La corruption, bien entendu, ne se limite pas au sommet mais elle est en quelque sorte son domaine privilégié.

" La difficulté ici, me disait avec un cynisme voulu, un homme d'affaires français rencontré au cours du voyage, c'est de trouver le " point d'arrosage ". Quand c'est fait les choses avancent vite ... "

Comme Sa Majesté, les gens de la cour et les nouveaux P.D.G. iraniens sont des gens prudents et ils ne mettent pas tous leurs oeufs dans un même panier. Qui peut être sûr de ce que sera l'avenir ? On place aussi des capitaux dans des banques et des sociétés étrangères, en Suisse, en Allemagne fédérale, en Angleterre, aux Etats-Unis.

Les journaux de Téhéran sont pleins d'annonces d'agences immobilières qui proposent des propriétés et des terrains en Californie, au Canada ou ailleurs. Au niveau de la cour on traite plus discrètement. Il est notoire cependant que Sa Majesté Impériale est le plus important homme d'affaires du pays. Le chah possède des parts dans des dizaines de sociétés iraniennes et étrangères : la Société iranienne de transports pétroliers, la Société de transports maritimes du golfe, la Société des cimenteries du Fars, la Société Iranit, la " B.F. Goodrich ", etc. Il a des actions dans de nombreuses banques (Anglo-Iranian, Ettebarat, etc.) et ne se sent pas déchoir quand il s'associe à la gestion de quantité d'hôtels, de restaurants, de bars, de cabarets et de casinos. Il est également propriétaire en Iran et à l'étranger de nombreux palais et villas. Récemment, il s'est rendu acquéreur, en Angleterre, pour 10 milliards d'anciens

francs, d'un château acheté à Sir John Ellermann.

Le chah montre la voie. Les anciens féodaux reconvertis aux affaires et les nouveaux milliardaires suivent l'exemple. L'un de ceux-ci, Habib Sabet, roi local du Pasai-Cola, représentant de Esso, et patron de dizaines d'autres affaires, s'est offert une " folie " : il s'est fait construire une réplique exacte du Petit Trianon. Coût : 6 milliards 3 millions anciens. Chaque jour la presse annonce la constitution de nouvelles sociétés. Multinationales, capitalistes locaux et Etat iranien se partagent les parts. En fait, ce dernier se donne pour mission de soutenir la collaboration du capital étranger et des " privés " jusqu'à ce que ceux-ci puissent, un jour, voler de leurs propres ailes. Même le " secteur public " (pétrole, acier) qui pourrait, dans d'autres circonstances jouer un rôle positif concourt à consolider leurs positions économiques. Tout cela est d'ailleurs parfaitement clair. Le chah a plus d'une fois indiqué que, le moment venu, l'Etat vendrait ses parts dans diverses sociétés aux citoyens qui voudront s'en rendre acquéreurs (des usines ont d'ailleurs déjà été vendues par l'Etat). On précise que : " Les ouvriers pourront eux aussi devenir actionnaires de leurs entreprises. " Quel mauvais esprit pourrait donc parler de pillage ?

La réforme agraire et ce qu'il en reste.

" Le bon roi, voyant la misère de ses sujets et l'arrogance des seigneurs décida de distribuer les terres aux paysans pauvres. " C'est à peu près ainsi que s'écrit aujourd'hui dans les livres scolaires iraniens, l'histoire de la réforme agraire. La réalité, on s'en doute, est sensiblement différents.

Après la Seconde Guerre mondiale, un puissant mouvement avait secoué les campagnes, notamment la province de l'Azerbaïdjan où des comités révolutionnaires de paysans pauvres

avaient même procédé à une répartition des terres (elles étaient pour 85 % la propriété de féodaux souvent absentéistes et 60 % des paysans n'en possédaient pas un pouce) . Une féroce répression avait fait rentrer les choses " dans l'ordre " mais rien n'était réglé pour autant.

Les Américains, conseillers et protecteurs, exigeaient du chah qu'il prenne des mesures pour désamorcer ce baril de poudre, pour substituer au moule féodal ancien un cadre nouveau qui permettrait le jeu des investissements capitalistes et garantirait alors une certaine stabilité. C'est alors que le chah décida d'entreprendre une réforme agraire en plusieurs étapes, la " Révolution Blanche ". Selon les termes officiels, il s'agissait " de faire par en haut une révolution qui risquait sans cela, de se faire par en bas ".

En 1967, près de deux millions de familles paysannes avaient reçu des lots de terres qu'elles devaient payer en 15 annuités. Parallèlement, les féodaux (qui avaient le droit de conserver un de leurs villages au choix) étaient indemnisés en bons d'Etat remboursables en dix ans et invités à placer leurs capitaux dans l'industrie et les affaires.

La " Révolution Blanche " aboutissait à un double résultat : d'une part, elle transformait progressivement un système d'exploitation archaïque dont le maintien constituait une menace pour tout le régime et d'autre part, elle déblayait la voie pour la constitution d'un marché intérieur, pour la pénétration du capital monopoliste étranger et pour le développement - le plus souvent en association avec lui - d'une bourgeoisie " moderne ".

Que reste-t-il aujourd'hui de cette réforme dans un pays dont la population est encore - pour 60 à 70 % - campagnarde ?

Des riches propriétaires, des sociétés mixtes à capitaux iraniens et étrangers se sont mis à racheter la terre aux paysans dont les parcelles sont trop petites et qui n'ont

les moyens ni de les irriguer ni de les faire fructifier. Ainsi se recréent de grands domaines où la culture se fait maintenant de façon moderne, à la " mode capitaliste ". Ailleurs, les paysans sont invités à joindre leurs terres à celles d'une société (ou d'une "coopérative") dont ils deviennent " actionnaires ". En fait ils se transforment en salariés agricoles ou ils doivent émigrer vers la ville.

C'est sur ce phénomène que compte justement ceux qui gouvernent pour trouver la main-d'oeuvre nécessaire à la réalisation des plans d'industrialisation. En attendant, arrachés à leurs villages, ils s'entassent dans les taudis obscurs et puants des quartiers sud de Téhéran.

60 à 65 % d'analphabètes

Est-ce à dire que les bouleversements survenus à la campagne n'ont rien apporté d'autre ? La propagande officielle fait grand bruit autour des prétendus succès de " l'Armée du Savoir " et de " l'Armée de l'Hygiène ". Il s'agit de jeunes gens mobilisés pour aller faire la classe dans les villages (près de 60 à 65 % de la population sont des analphabètes) et pour y installer des postes d'infirmier (imitation des "campagnes d'alphabétisation" menées ailleurs avec des motivations révolutionnaires qui font évidemment défaut ici). Depuis mars 1973, l'instruction est devenue "obligatoire et gratuite". Au moins sur le papier, car nombreux sont les futurs élèves qui attendent encore que les écoles soient construites pour les recevoir. Or, dans le plan d'investissement, l'éducation fait figure de parent pauvre, surtout à côté des budgets consacrés à l'armée et à la police, ces chéris du régime. Pour l'heure, la moitié des enfants environ ne fréquentent aucune école. (Les études étaient encore payantes jusqu'en février 1974). En ce qui concerne la santé publique, le tableau n'est pas plus brillant. Près de la moitié des médecins (4.192 sur 8.724 selon des chiffres de 1973) habite la capitale. Un peu moins de l'autre

moitié se répartit entre les diverses villes d'Iran, ce qui n'en laisse pas beaucoup pour soigner les habitants des campagnes oubliées dans des régions aussi vastes que la France.

Un salaire minimum élastique

" Et vous ne croyez pas que lorsque des millions de paysans quitteront la campagne pour grossir le nombre des travailleurs d'usine, vous risquez d'avoir quelques problèmes que vous n'avez pas prévus, des grèves par exemple ? "

En posant cette question qui pouvait apparaître assez provocatrice au vice-ministre du Travail qui recevait sans doute, pour la première fois de sa vie, un journaliste communiste, je pensais aux chiffres qu'on m'avait donnés : le minimum fixé pour un salaire mensuel est de 7.000 rials, soit 465 F. A Abadan où les travailleurs du pétrole sont réputés pour leur combativité, le salaire minimum quotidien est de 269 rials (environ 18 F) avec des avantages en nature. De la farine, du sucre, de l'huile, du riz et des lentilles sont distribués chaque mois (autre façon de maintenir au plus bas les salaires). Ce sont là des conditions qui ont cours dans les grandes entreprises d'Etat, mais dans le privé, les patrons ne respectent guère les lois et n'y risquent pas grand-chose. Sur les chantiers, des manoeuvres sont embauchés à 3.500 rials (environ 233 F) par mois. A Ispahan et à Chiraz, dans ces villes dont de splendides mosquées, délicates comme d'anciennes miniatures, colorées et resplendissantes comme des porcelaines, témoignent de l'éblouissant passé, des enfants, sous les voûtes séculaires du bazar se crèvent les yeux à ciseler le cuivre ou l'argent. Ailleurs, des petites filles continuent de tisser de merveilleux tapis de leurs doigts minuscules. Il y en a moins qu'autrefois m'a-t-on dit, mais ces "apprentis" gagnent encore moins que le dernier des manoeuvres. D'une enquête officielle qui date de 1973, près de 75 % des familles de Téhéran (comprenant cha-

cune quatre à cinq personnes) ont un revenu mensuel inférieur à 10.000 rials alors qu'il faudrait à chacune d'elles, toujours selon des sources officielles, 16.000 à 22.000 rials pour satisfaire le minimum vital.

Le vice-ministre du Travail avait très bien compris ma question. Visiblement, il n'en était pas satisfait et il me répondit avec une solennité officielle qui cachait mal sa mauvaise humeur : " Sous la direction de Sa Majesté Impériale, nous suivons une autre voie que celle de vos pays. Pas de luttes de classes chez nous. Nous avançons sans antagonisme. Est-ce qu'une grève n'est pas une perte de richesse ? Le rôle des syndicats est d'éviter les conflits. Quand il en surgit, ses représentants et ceux du patron se réunissent en présence d'un délégué du gouvernement qui tranche de façon impartiale, puisqu'il est neutre ... "

Je ne dis pas à mon interlocuteur que je savais la réalité moins idyllique qu'il le disait. Les dirigeants syndicaux ne représentent pas les travailleurs. Ils sont aux ordres du régime. Lorsqu'une grève éclate, Sa Majesté Impériale utilise des méthodes éprouvées. Elle envoie l'armée qui tire et tue. C'est ce qui s'était passé encore une dizaine de jours avant mon arrivée dans une usine des environs de Téhéran. Des travailleurs avaient été froidement assassinés, d'autres, blessés.

Des précisions officielles vous n'en obtiendrez pas. Ni les journaux ni la radio ne soufflent mot de tels faits.

III.- COMMENT DIT-ON " DEMOCRATIE " EN PERSAN ?

Entre 30 et 60.000, telle est l'évaluation que l'on fait des effectifs de la police secrète du Chah, la "SAVAK" (fruit des efforts conjugués du SDEC français, de la CIA amé-

ricaine et du Mossad israélien). Il faut ajouter, selon un journaliste américain, environ 3 millions d'indicateurs permanents ou occasionnels appointés ou volontaires, contraints par la terreur ou le chantage d'être, en tout lieu, les "yeux et les oreilles du roi".

Dans chaque café, entreprise, usine, chantier, restaurant, hôtel, club sportif dans toutes les universités, les quartiers et villages la police a ses hommes.

" Ici, lorsqu'on parle de la Savak, les gens s'écrasent ", m'a dit un ami dont je tairai le nom. Il suffit d'être 24 heures à Téhéran pour sentir l'épaisseur du silence et de la crainte. Peu d'Iraniens auraient eu l'audace ou la folie de donner en public un avis sur quelque événement politique que ce soit. Même en privé, on préfère s'abstenir. Il pourrait bien y avoir quelqu'un de la Savak parmi ses interlocuteurs.

Dans un des hôtels où je séjournais, un des serveurs me dit qu'il était étudiant. Il travaillait pour se faire un peu d'argent. Quelques heures plus tôt, j'avais pu voir à l'intérieur des grilles de l'université des groupes de policiers munis de longues matraques et armés de revolvers. Ils bloquaient les entrées et empêchaient tout étranger d'y pénétrer. Depuis des mois, m'avait-on dit, c'était ainsi. Une dizaine de jours avant mon arrivée, les policiers avaient une fois de plus, attaqué en force les étudiants en grève. " Il y a eu quatre morts, m'avait indiqué un journaliste étranger, peut-être plus, mais comme il n'y en a pas un mot dans les journaux, qui peut savoir ? " De la férocité des policiers, j'avais été moi-même témoin. Près du Bazar, j'avais vu l'un deux chasser à coup de poing et de pied un marchand ambulant qui avait installé sa pauvre pacotille à l'entrée d'une banque sur les marches d'un escalier. Le garçon de l'hôtel était souriant et sympathique, prêt à causer. Je lui demandais ce qu'il pensait de ce qui se passait à l'Uni-

versité. Sur l'instant il changea de physionomie, se durcit, répondit qu'il n'était pas au courant et nos conversations n'allèrent pas plus loin.

Comment s'étonner de la discrétion générale quand on sait ce qu'il en coûte de manifester son désaccord ? On " disparaît " facilement pour se retrouver quelques semaines ou quelques mois plus tard, en prison. Lorsqu'il s'agit d'un jeune, il peut être "mobilisé" et envoyé dans une garnison perdue aux confins de l'Afghanistan. Il arrive aussi que les " disparus " ne donnent plus jamais de leurs nouvelles.

" Justice " Impériale

Ces trois dernières années, plus de 250 exécutions ont eu lieu. Les condamnations sont prononcées par des juges militaires, le plus souvent à huis clos. La " défense " est assurée par des officiers désignés par le tribunal et qui n'ont ni les capacités juridiques ni surtout la volonté de s'opposer à leurs supérieurs dont ils savent aussi qu'ils condamneront sur ordre venu d'en haut quelle que soient leurs interventions.

Quant à l'instruction (le droit de garde à vue est illimitée) on sait, par de nombreux témoignages, comment elle est menée. Un détenu Réza Rezaï, qui il y a trois ans réussi à s'enfuir de sa prison, a décrit les procédés employés :

" Mehdi Savalani, appartenant au groupe de Siahkal, ne peut plus marcher : il a eu les deux jambes brisées. La torture avec des bâtons électrique est la plus courante : les chocs ne laissent aucune trace mais paralysent totalement le corps. L'injection de médicaments, comme le cardiazol, ou l'arrachage des ongles sont également courants. Le prisonnier est aussi soumis à la lumière intense de gros

projecteurs, aux ondes ultra-sonores, aux chocs sur la tête qui provoquent la folie, l'aveuglement ou la surdité. J'ai vu également un prisonnier incapable d'uriner, car on avait suspendu des poids à son sexe. "

Des avocats français, Mes William Caruchet du barreau de Nice, Nouri Albala, Henri Libertalis et Yves Baudelot du barreau de Paris, envoyés en Iran par l'Association des Juristes Démocrates (et, en ce qui concerne le dernier, également par l'Association des Juristes Catholiques) ont, à leur retour, confirmé l'image qu'on pouvait se faire de la " justice " du chah.

Au cours d'un procès auquel assistaient Mes Albala et Libertalis, en pleine audience, un des inculpé enleva brusquement sa chemise, se dénudant jusqu'à la ceinture : de larges cicatrices, traces de profondes et récentes brûlures zébraient sa poitrine, son ventre et son dos. Les hommes de la Savak ont, en effet, inventé un nouvel instrument de torture : ils installent leurs victimes sur une sorte de sommier électrique chauffé à blanc. Un prisonnier dont il faut taire le nom, de crainte de représailles contre sa famille, écrit (1) : " Badizadegan (un de mes compagnons) a été forcé de s'asseoir sur un fourneau électrique. Il a eu les fesses et les os du sacrum brûlés. Ses blessures n'ont pas été soignées et l'odeur est devenue intolérable pour tous les autres. Il était à moitié paralysé lorsqu'il fut emmené au tribunal. Ils l'ont exécuté peu après dans cet état. "

Quelquefois, la Savak utilise d'autres méthodes pour faire disparaître les patriotes. Parviz Hekmatjou, un communiste, ancien officier de l'armée, membre du comité Central du Parti Toudeh, est mort en juin dernier, dans sa cellule, des suites des mauvais traitements subis. Il avait passé douze ans en prison avant d'être assassiné. Un assas-

(1) Cité par le "Sunday Times " (19 janvier 1975).

sinat camouflé en "mort accidentelle", car c'est cette "explication" qu'on donna à sa femme.

Le patron de la Savak est le général Koutollah Nassiri, un vieil ami du Chah. Un "bon compagnon" et un des partenaire préférés de Sa Majesté le Chah in Chah, au bridge et au poker lors des soirées au palais royal de Saadabad.

Les deux visages du Chah

Les pratiques de sa police n'empêchent pas le Chah de se présenter, à l'extérieur de l'Iran, comme un ardent défenseur des libertés. Il a fait nommer sa soeur jumelle, la princesse Achraf (que la police suisse accusa, il y a quelques années, de transporter des kilos de drogue dans ses bagages sous le couvert de l'immunité diplomatique), présidente de la Ligue Iranienne des Droits de l'Homme.

L'empereur, quant à lui, ne manque jamais de préciser ses choix : le mois dernier encore, alors qu'il se trouvait à Saint-Moritz, il faisait cette profession de foi : "La véritable liberté individuelle ne peut être obtenue que dans le système démocratique, lequel permet réellement à chaque citoyen de contrôler la société dans laquelle il vit ... "

Ces pensées libérales sont pour l'exportation, pour alimenter le tapage que fait la bonne presse autour du " descendant de Cyrus ", " nouveau Prince des Mille et une nuits " et roi démocrate qui guide avec clairvoyance son peuple vers un avenir heureux.

Pour l'usage interne, c'est un autre langage. Dans un discours au début du mois où il annonçait sa décision de créer un parti unique, il partageait les Iraniens en trois catégories :

" D'abord, ceux qui ont foi dans la Constitution, dans

le régime impérial et dans la révolution du Chah et du peuple. Vient ensuite la catégorie des traîtres, membres du Toudeh et sans patrie. Il y en a également une troisième, celle de gens qui sans être traîtres, ne veulent pas adhérer à la première catégorie.

" Celui qui n'entrera pas dans ce parti (le nouveau) sera du Toudeh ou sans patrie. Celui-là aura sa place dans la prison ou alors, il pourra obtenir un passeport et quitter le pays. " (1)

Mais dans ce pays, où des milliers de patriotes sont sous les verrous, où le citoyen qui n'est pas d'accord avec Sa Majesté ou refuse d'entrer dans son parti, n'a d'autre choix que l'exil ou la prison, on jure qu'il " n'y a pas de prisonniers politiques ". En effet, comme dit le Chah, " le marxisme étant interdit, ceux qui s'en revendiquent se mettent hors la loi et sont donc des droits communs. "

La démocratie, on y croit. La preuve, c'est que Soljenitsyne est dans toutes les librairies, que le " Journal de Téhéran " s'inquiète, dans une page spéciale consacrée au Portugal, des dangers que le P.C.P. ferait courir aux libertés, qu'il dénonce " l'orthodoxie " d'Alvaro Cunhal et fait l'éloge de Mario Soares.

Au pays de la torture, des assassinats politiques officiels et des droits de l'homme bafoués, ces diatribes anti-communistes qui semblent sorties telles quelles du " Figaro " ou de " l'Aurore. " prennent un sel particulier.

Tout autant que la proposition récemment faite au chef de la Savak par M. Poniatowski (autre intransigeant défenseur des libertés), de leur offrir le nouveau système "Safari" de mise en fiches sur ordinateur de tous les citoyens

(1) Un passeport coûte 16.000 rials (environ 1.070 F lourds). Plus de quatre fois le salaire mensuel d'un manoeuvre.

d'un pays. Présent gracieux. Fait au nom des préoccupations "similaires" des gouvernements français et iranien précise notre ministre dans une lettre à son homologue de Téhéran.

Inquiétudes pour demain

Il s'agit de garantir la "tranquillité" aux investisseurs étrangers, de mettre en place une société bourgeoise, de ne pas perdre un instant pour bâtir grâce à la vente accélérée du pétrole, cette industrie qui devrait permettre de se tailler une place sur le marché. Il s'agit aussi d'assurer aux frontières de l'U.R.S.S. et dans le Golfe Persique, qui détient 60% des réserves mondiales de pétrole, cet "ordre" auquel l'impérialisme américain s'est attaché. Avec son appui, le Chah s'est doté d'une armée de 350.000 hommes, la plus puissante de tout le Moyen-Orient. Dix mille techniciens américains, militaires ou civils, lui prodiguent leurs conseils.

Il est de loin l'acheteur d'armements, le plus important des Etats-Unis (4 milliards de dollars en 1973). L'an passé, il a fait l'acquisition de 209 Phantom, de 500 hélicoptères d'assaut, de 6 destroyers. Il s'est doté de 700 tanks anglais, de vedettes françaises, d'hovercrafts pour des opérations offensives et des débarquements " éclairs ".

Une partie de ces armes servent en ce moment même contre les patriotes qui combattent au Dhofar (1) .

(1) Le Dhofar est la province occidentale d'Oman. Officiellement indépendant, les Anglais y conservent des bases avec l'appui d'un régime féodal. Sous l'égide du "Front de Libération de l'Oman", la lutte armée s'y poursuit depuis 1.965. Le Chah a envoyé contre les patriotes des milliers de soldats iraniens. En décembre 1973, une manifestation de parents de soldats iraniens tués au Dhofar (ils réclamaient les corps de leurs fils) a eu lieu devant l'état-major de l'armée de Téhéran.

" Nous interviendrons, a déclaré le Chah, chaque fois que l'ordre sera menacé dans la région, que nous ayons ou non l'accord des pays intéressés. "

Mais, ce qu'il craint par-dessus tout, c'est la "subversion intérieure". L'immense mouvement anti-impérialiste qui a secoué l'Iran au début de son règne et à l'époque de Mossadegh (qui l'obligea à s'exiler un moment en Suisse) l'a profondément traumatisé. Il n'est pas un discours politique sans qu'il évoque le "danger communiste", sans qu'il attaque violemment le Parti Toudeh comme s'il voulait exorciser le démon. Dans ces temps incertains où les puissants alliés américains ne font plus la pluie et le beau temps et où il leur arrive d'abandonner certains de leurs vassaux lorsque leur cause paraît désespérée, le Chah veut pouvoir compter avant tout sur ses propres forces. Mais lorsque des millions d'ouvriers peupleront les usines, la répression suffira-t-elle à maintenir le statu quo despotique actuel ?

Et aujourd'hui, même au sein du régime, parmi ces nouvelles couches de la bourgeoisie qui prennent pourtant une bonne part du gâteau, il est des gens qui trouvent que la famille impériale en prend trop et d'autres que la porte est trop largement ouverte à l'étranger. Les jeunes (de famille bourgeoise) se sentent corsetés dans ce système corrompu et anachronique. La plus grande partie des étudiants iraniens à l'étranger ou dans le pays manifestent, sous diverses formes, leur opposition. De nombreux intellectuels préfèrent vivre en Exil. C'est cette situation sans doute, qui inspirait le Chah lorsqu'il dénonçait récemment " les rumeurs surprenantes et les intrigues " qu'il sentait se développer autour de lui.

Martèlement anticommuniste, démagogie chauvine qui fait appel aux souvenirs des temps glorieux de Cyrus et de Darius et à la "fierté" qui devraient remplir le coeur de chaque Iranien à la pensée que son pays est un des banquiers

du monde, paternalisme officiel agrémenté de concession habilement calculées à l'égard des masses populaires, tout cela va de pair avec l'exercice de la terreur. Mais on a conscience aussi que ces méthodes risquent de devenir un jour brusquement inopérantes. Il faut d'ores et déjà voir plus loin. Encadrer, militariser, caporaliser. Même les anciens groupements, partis "bidons" (1), montés pour la galerie auraient pu devenir dangereux en fournissant un jour un cadre à une contestation "légale". Cela serait insupportable. C'est pourquoi le Chah a décidé, au début du mois de supprimer tous les partis pour n'en admettre qu'un seul, le "Parti du Renouveau de l'Iran", dont M. Abbas Hoveyda a été nommé par lui secrétaire général. Tous ceux qui n'y adhéreront pas seront, comme nous l'avons vu, réputés "traîtres". Ainsi essaie-t-on de bâtir les digues contre les tempêtes à venir.

Au lendemain de la décision du Chah, journaux, radio et télévision célébraient à l'envi la sagesse du monarque. Il avait mis fin à une "mascarade", écrivaient-ils. (La veille encore, ils vantaient les mérites de la "démocratie" du régime et son pluripartisme).

Sur des demi-pages ou des pages entières, en publicité payée, les directeurs des grandes banques et sociétés, les présidents des chambres de commerce, des mines et de l'industrie remerciaient le Chah in Chah pour son geste "historique" et annonçaient l'adhésion collective de tous les actionnaires de leurs sociétés, de leurs ouvriers et employés au nouveau parti.

Les P.D.G. de tous les pays capitalistes, du monde sont gens censés qui savent mener leur barque.

(1) En face du parti majoritaire "Novin Iran" ("Nouvel Iran") le parti de l'opposition, "Mardom" ("Parti du Peuple"). En dix ans de législature, ce dernier n'avait jamais voté une seule fois contre le gouvernement. Son "opposition" consistait à critiquer celui-ci pour ses "faiblesses dans l'application des directives de Sa Majesté.

IV. - IL EST PLUS TARD QUE NE LE PENSE SA MAJESTE

Le département d'Etat aurait difficilement trouvé mieux que M. Richard Helms pour occuper le poste d'ambassadeur des Etats-Unis à Téhéran. Il est vraiment "the right man in the right place", l'homme qu'il faut, à la place qu'il faut.

En effet, avant d'être diplomate, il fut, durant des années, le grand patron de la C.I.A. Le Chah a plus d'une fois décerné des couronnes à ce fonctionnaire zélé qui, dans la C.I.A. comme dans son nouveau poste, " a continué à servir son pays ". M. Richard Helms n'est pas en reste et retourne les compliments à Sa Majesté.

Mais les temps ont pourtant changé. Des nuages obscurcissent parfois la longue lune de miel. Aujourd'hui, la coexistence pacifique a détendu sans les rompre certaines amarres - même celles du C.E.N.T.O., version moyen-orientale du Pacte Atlantique sur l'échiquier de la guerre froide aux portes de l'Union Soviétique - et il faut bien tenir compte du rôle politique et économique que celle-ci joue. Le mouvement nationale dans les pays arabes proches s'est développé avec impétuosité, contraignant aussi les impérialistes à des reculs et à des concessions. Les pétro-dollars ont donné à la bourgeoisie iranienne du muscle et du poids, ce qui lui permet de prendre parfois quelque distance vis-à-vis du "grand frère" américain.

C'est bien pourquoi M. Richard Helms et son " boss ", Henry Kissinger, marquent leur mauvaise humeur devant certaines attitudes qui n'épousent plus assez fidèlement la ligne de Washington. Ainsi des prises de position du Chah à propos de la taxation du prix du pétrole. Tous les plans de développement et la mise sur pied d'une armée encore plus puissante reposent sur la vente de l'or noir, sur les bénéfices qu'on en tire. Aussi, bon gré mal gré, l'Iran se ran-

ge-t-il aux côtés des pays progressistes, comme l'Algérie, pour une meilleure rémunération des matières premières et pour un plus juste système d'échanges.

Le Chah ne " cassera pas la baraque "

On a aussi grincé des dents à la Maison-Blanche lorsque le Chah a publiquement désapprouvé (en y mettant cependant quelque forme) les menaces proférées par Ford et Kissinger d'occuper militairement les champs pétrolifères de certains pays arabes. Plus récemment, lorsqu'il a décroché sa monnaie du dollar pour mieux garantir la stabilité du rial.

Certains journaux américains ont soudainement découvert la corruption de la Cour et les crimes de la Savak. "Newsweek" (1) a même écrit : qu'à l'époque des commandos suicides de terroristes une seule balle (visant le Chah) pourrait changer le cours de l'histoire de l'Iran ". On ne saurait être plus clair.

N'exagérons rien cependant. Ce sont là des querelles de famille et le Chah, en ce qui le concerne n'ira pas jusqu'à "casser la baraque". Les structures économiques que l'Iran bâtit s'intègrent par mille liens qui passent par les conseils d'administration des monopoles et des "sociétés mixtes" à l'ensemble du système impérialiste. Le Chah peut tirer sur la chaîne mais pas cependant jusqu'à la rompre.

Le rapprochement récent avec l'Egypte et la "réconciliation" avec l'Irak ne constituent nullement une volte face et ne sont pas obligatoirement pour déplaire à M. Kissinger car il y a bien longtemps que les Etats-Unis ne misent plus sur le seul cheval israélien dans la région. Ne serait-il pas possible, comme certains l'ont écrit; de désesérer par ces savantes manoeuvres l'alliance qui unit l'Irak

(1) " Newsweek " 14 octobre 1974.

et l'Union Soviétique ? Tant pis pour Barzani, soutenu en armes et en argent contre Bagdad. Jusque-là le jeu en vaut la chandelle.

Dans ces limites, le Chah manifeste parfois " sa rogne et sa grogne ". Mais comment pourrait-il oublier que son grand allié, en fin de compte, garant des intérêts de la classe qu'il incarne, de la dictature et de l'exploitation imposées au pays, reste les Etats-Unis ?

N'est ce pas finalement quelles que soient par ailleurs les différences, cette même sorte "d'indépendance" à l'abri de la bannière étoilée que Giscard et les siens souhaitent et acceptent pour la France ? Ces "convergences" entrent sans doute aussi pour une bonne part dans " l'iranophilie " du Quai d'Orsay.

Question pour l'avenir

Mon collègue japonais restait sceptique. Nous nous étions rencontrés dans les mêmes endroits, agences de presse, ministère de l'Information, siège de la Société du pétrole. Comme il avait été correspondant de presse à Paris, qu'il parlait parfaitement le français, nous avions sympathisé. On lui avait plus volontiers ouvert les portes qu'à moi-même (j'avais même craint un moment qu'on ne m'en ouvre aucune). " Sa Majesté impériale ? Chaque fois qu'ils disent ça devant moi, j'ai envie de rigoler. Parce que j'ai bien connu ça, chez nous. Ce n'est jamais du solide ... "

L' Iran un nouveau Japon ? Mais n'est-ce pas déjà trop tard ? Non pas trop tard pour sortir du sous-développement et bâtir un pays moderne, au contraire la nécessité en est urgente, mais trop tard pour une nouvelle " épopée capitalistes ", pour la conquête de marchés et de zone d'influence, trop tard pour espérer assurer pour des générations la stabilité d'un régime qui repose sur la violence, l'exploitation et la démagogie ?

Le régime veut mettre les bouchées doubles ou triples. Vite, très vite, se donner - avec la participation des monopoles dont il constitue une sorte de relais - les moyens de production qui doivent lui permettre de devenir le fournisseur des marchés de toute la région. Mais si l'Iran a pris quelque avance dans cette course, les pays voisins (de l'Afghanistan et du Pakistan aux émirats du golfe) voudront se doter, eux aussi, tôt ou tard d'une industrie. Il y a quelques jours le Qatar annonçait qu'il mettait en chantier la construction de la première aciérie du golfe, 300.000 tonnes.

Enfin, et c'est le fait majeur, tout le "pari" repose sur la certitude que les profits du pétrole iront en croissant et que des quantités toujours plus grandes seront vendues, jusqu'à épuisement des réserves. Et ce pari est fait en pleine crise mondiale par un pays dépendant du système impérialiste, qui en connaît tous les déchirements et les contradictions malgré le "boom" au "krack", moindre soubresaut lui est sensible : le ministre des Finances de Téhéran n'a-t-il d'ailleurs pas dû annoncer récemment une réduction des objectifs du plan du fait de la diminution des ventes du pétrole ? A plus forte raison, l'Iran n'est pas à l'abri des grandes secousses ou des orages qu'aucun experts sérieux du monde occidental ne s'aventurerait plus à exclure. Du "boom" au "krack", l'expérience l'a montré dans le passé, la distance n'est quelquefois pas si longue. Il ne peut exister aujourd'hui d'oasis pour cette sorte de sous-impérialisme. Il est vraiment plus tard que ne le pense Sa Majesté.

Une autre voie

Ainsi, l'Iran actuel, malgré les couronnes que certains économistes lui tressent, n'est pas le "modèle" qu'ils veulent bien dire. En 1975, il y a d'autres voies de développement plus sûres et moins coûteuses que celle du pillage du pays par les sociétés étrangères et par une grande

bourgeoisie complice, rapace et corrompue. Il y a d'autres voies que celle de l'oppression barbare d'un peuple par un régime policier chapeauté par un roi businessman.

Sans doute, des coups très durs ont-ils été portés à l'opposition par la police. Sans doute aussi l'expansion économique peut-elle donner l'impression que les contradictions sociales sont pour un temps relégués à l'arrière-plan. Quoi qu'il fasse, le régime ne pourra pas toujours étouffer l'expression de la révolte populaire devant l'injustice sociale et la mise en coupe réglée du pays. Les contradictions resurgiront.

Car l'Iran n'est pas cette "mer de tranquillité" que décrit la propagande officielle. Malgré la censure, des nouvelles parviennent à filtrer qui montrent que le régime, en dépit de la terreur et des fusillades, n'a soumis ni les travailleurs ni le peuple iranien : en décembre 1973, c'est la grève des ouvriers de l'usine de textile de Rey. En Août 1974, celle des travailleurs de l'usine Ariana (4 morts après l'intervention de la police) et de la société Persigaz. En septembre 1974, les imprimeurs de l'entreprise Taban cessent à leur tour le travail (deux tués par la police encore). En novembre 1974, grève victorieuse à la raffinerie d'Abadan pour une augmentation de salaire. Le même mois, à Téhéran, manifestation des ouvriers de la fabrique de chaussures Bel-la. Dans les universités, que ce soit à Téhéran, à Tabriz ou ailleurs, la contestation et les grèves sont quasi permanentes. Les actions armées organisées par différents groupes de patriotes se poursuivent également. En novembre 1974, à l'occasion de la venue de Kissinger à Téhéran, les sièges de plusieurs sociétés américaines étaient secoués par des explosions. En Janvier 1975, une bombe éclatait à l'intérieur de la base aérienne de Dezfoul. Malgré ses efforts, la Savak ne parvient pas à faire cesser ces actions. Tout récemment, le lundi 17 mars, le général Reza Zindipour était abattu en plein Téhéran.

Solidarité

Dans un contexte difficile, les patriotes iraniens continuent leur combat (certains y laissent leur vie) pour la totale libération de l'Iran de l'emprise impérialiste et de ses alliés de l'intérieur, pour la destruction de tous les vestiges du féodalisme, pour une démocratie remplaçant l'actuelle dictature terroriste. Ils sont malheureusement encore désunis et la dictature tire avantage de ces désaccords.

" Dans le combat contre le régime réactionnaire du Chah, écrit le Comité Central du Parti Toudeh d'Iran (1), les patriotes et les progressistes ont diverses tâches . Pour nous, le plus important est de réaliser l'union et l'unité de combat contre l'ennemi commun. Sans cette unité, aucune action de quelque envergure ne saurait être réalisée, aucune grande victoire remportée ... Pour sa part, le Toudeh a toujours été le plus ardent avocat de l'unité des forces anti-impérialistes ..."

L'anticommunisme qui a contribué aux divisions recule. L'idée d'une vaste et solide union nationale contre l'impérialisme et pour la démocratie fait son chemin. Ainsi, par exemple, tout dernièrement, un groupe d'opposition de caractère religieux, les " Mojahiddine Khalgh " ("Combattants du peuple"), indiquait dans une déclaration que " l'Islam est l'ennemi de l'oppression. C'est pourquoi il doit respecter le marxisme parce qu'il combat aussi contre l'oppression. Et c'est pourquoi musulmans et marxistes doivent lutter côte à côte contre l'ennemi commun ". Le Parti Toudeh, pour sa part, "fera tout ce qui est en son pouvoir pour faire avancer la cause de l'unité. "

(1) Toudeh signifie " Les masses populaires ". Il s'agit du Parti communiste iranien.

Dans leur combat, les patriotes iraniens doivent pouvoir compter sur une solidarité plus active, sur une aide plus vaste encore de tous les travailleurs et progressistes français. Notre Parti, quant à lui, comme il l'affirmait une nouvelle fois dans un communiqué commun, signé en juin dernier avec les représentant du Toudeh, ne faillira pas à cette tâche.

oOo

www.iran-archive.com

LE PRINCE DES MILLE ET UNE BANQUES

Un reportage de HENRI ALLEG pour le
journal l'Humanité Dimanche.

2 - 8 Avril 1975

" Lundi matin,
L'empereur, sa femme et le petit prince
Sont venus chez moi ... "

La rengaine oubliée depuis la communale, me revenait à chaque instant en mémoire sans que je puisse m'en libérer.

A la devanture de tous les magasins, dans chaque échoppe de bazar, dans le hall des hôtels, dans les agences de voyages, dans les restaurants, dans les banques, sur les bureaux de fonctionnaires qui me recevaient, par-tout enfin ils étaient là : l'empereur, en grande tenue, la poitrine barrée d'un ruban bleu ciel, décoré à profusion et comme illuminé de gloire. A ses côtés ou dans un autre cadre, diadème au front et petit sourire de commande sur les lèvres redessinées, l'impératrice Farah Dibah. Et puis, cheveux bien lissés, fier et raide comme pour une photo de première communion, dans un uniforme chamarré comme celui de papa, et déjà décoré comme un vétéran de la coloniale, le petit prince.

Il n'y a pas que les portraits. A Téhéran, à Ispahan, à Chiraz, à Abadan, on a donné leurs noms à des boulevards et à des rues. La plus grande artère de la capitale porte le nom de la dynastie, les Pahlavi. Elle traverse la place du Prince Héritier. Non loin, on tombe dans l'avenue chah. Il y a aussi celle de Farah, celle d'Achraf (la soeur du roi), celle du père du roi.

Et l'hymne national ne pouvait pas ne pas chanter les mérites de Sa Majesté Impériale :

" Vive notre Chahinchah
Grâce à Pahlavi
Notre pays est plus glorieux
Qu'au temps les plus glorieux ...

Grâce à notre roi,
Nous sommes maintenant en paix
Les Iraniens sont pour toujours heureux ..."

" Comme ils doivent les aimer pour mettre leurs noms et leurs portraits partout ! ", s'exclame une vieille dame qui a dû lire beaucoup de " Franche-Dimanche " avant d'entreprendre le voyage.

Le chah, père de son peuple, Farah Dibah, la petite étudiante des Beaux-Arts de Paris, presque de chez nous, miraculeusement promue impératrice par l'amour d'un prince des Mille et Une nuits, et le dauphin, si joli dans son uniforme bien cintré. Ah ! comme cela vous change de ces basses pré-occupations de tous les jours, la vie chère, le chômage grandissant, l'inflation, l'inquiétude du lendemain. Une cour éblouissante, une famille royale sympathique, qui inonde l'Iran de ses bienfaits. Heureux peuple ! Nous n'avons rien de cela chez nous. Thèmes inépuisables pour " Paris-Match " et tous ceux qui se passionnent pour les fastes impériaux. Quelle plus merveilleuse poudre aux yeux ?

La SAVAK veille et fusille

La réalité, c'est autre chose. Il est vrai que les milliards de dollars apportés par le pétrole bouleversent aujourd'hui le visage de l'Iran. Les villes sont des chantiers. Des usines nouvelles surgissent. Les journaux annoncent chaque jour la signature de contrats qui doivent faire naître de gigantesques complexes industriels. Pour les sociétés multinationales - plus particulièrement pour le capital américain - et pour les grands bourgeois iraniens qui leur sont liés, c'est l'Eldorado. La corruption, la spéculation, les trafics de toutes sortes font pousser comme champignons d'immenses fortunes. Un de ces nouveaux riches, le roi du Pepsi-Cola et d'autres sociétés, s'est fait construire à Téhéran une réplique parfaite du petit Trianon de Versailles.

Cela ne lui aura coûté que 6 milliards 300 millions anciens.

Pendant ce temps, les manoeuvres du bâtiment, payés sans arrachés à leur villages et qui s'entassent dans les taudis de la capitale, doivent se contenter de moins de 250 francs mensuels pour faire vivre leur famille. Le salaire minimum est officiellement du double, mais les patrons ne respectent pas la loi et ils ne risquent pas grand-chose. Dans les bazars d'Ispahan et d'ailleurs, au fond d'obscurs ateliers, des enfants qui n'ont jamais été à l'école travaillent encore le cuivre ou l'argent et font mille autres métiers pour quelques francs par jour.

Pour maintenir ce système, une armée de 350.000 hommes, ultra-moderne et surarmée (pour l'essentiel par les USA mais aussi par la France) et une police politique qui compte des dizaines de milliers de membres (la SAVAK), mise sur pied par les spécialistes des services israéliens et par ceux de la CIA.

Toute opposition, toute critique sont immédiatement réprimées. Les policiers torturent, les tribunaux militaires condamnent, les pelotons fusillent. Deux cent cinquante patriotes de toutes opinions (parmi eux des membres du Parti communiste iranien, le Toudeh) ont été exécutés au cours des trois dernières années. Le chiffre n'est qu'approximatif car beaucoup meurent - sans qu'on le sache - dans le silence et le mystère des prisons.

Un portefeuille de roi

Le Chah n'est pas installé dans son palais de Saadabad seulement pour la décoration et le prestige. Ce n'est pas un roitelet qui règne sans gouverner. Il mérite au contraire d'être pris au sérieux car c'est lui le vrai "patron" politique, en même temps que le plus riche homme d'affaires du pays. Il a de quoi tenir. Son père Reza Pahlavi (qu'il a fait baptiser "le Grand" pour l'immortaliser) n'était pas,

comme le font croire ces publications, en extase devant tout ce qui touche à Sa Majesté, " le descendant de Cyrus qui fonda l'empire perse il y a 2.500 ans ", mais un garçon d'étable pauvre et illettré. Rien, en fait, déshonorant à cela, mais les parvenus ont toujours besoin d'ancêtres. Sans ressources, il s'engagea dans la troupe de " Cosaques iraniens " à l'époque où le tsar régnait en Russie et il parvint finalement à grimper en grade. Avec l'appui des Anglais, dont l'influence était dominante dans le pays, il renversa, après la guerre de 1914-1918, le souverain régnant (de la dynastie Kadjar) et se fit couronner à sa place. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, ses positions pro-hitlériennes amenaient les alliés qui occupèrent l'Iran, à exiger son abdication. C'est alors que le chah actuel montait sur le trône. Le père ne s'était pas trop mal " débrouillé " depuis le moment où il avait quitté son régiment de cosaques: la maison royale possédait quelque 1.500.000 hectares de terres et 2.000 villages.

Le nouveau chah, conseillé par les services américains, comprit que l'époque du servage féodal était dépassée et qu'essayer de le maintenir pouvait être dangereux. On organisa donc la vente de la terre aux paysans et les grands propriétaires, ainsi que la famille royale, "indemnisés" purent investir dans l'industrie. Pour le paysan pauvre, même débarrassé du seigneur féodal, la vie n'a pas tellement changé, mais son ancien maître, lui, est souvent devenu un puissant homme d'affaires. Et, dans cette nouvelle distribution, la famille impériale s'est taillé la bonne part.

Le chah, pour commencer : il est actionnaire - souvent majoritaire - d'innombrables sociétés : Banque de développement rural, Société iranienne de transports pétroliers. Société des transports maritimes du Golfe, société des cimenteries du Fars, Entreprise de fabrication de papier "Pak", Société des tuyauteries d'Iran, Banque Etebarat, Banque anglo-iranienne, Assurances "Iran", Raffinerie

de sucre de Chiraz, Société Iranit, BP Goodrich, usines de produits pharmaceutiques, etc. Il faudrait y ajouter la longue liste des hôtels, casinos, bars, restaurants dont il s'est rendu acquéreur ou dans lesquels il possède des parts : Hôtel Darband, de Ramsar, de Zakhtsar, casino et motel de Ramsar, hôtels Vanak, Chiraz, Bou-Ali de Hamadan, restaurant Résidence, etc. Des pages et des pages seraient nécessaires pour tout citer, à supposer qu'on puisse faire un bilan complet d'une aussi prodigieuse fortune. Signalons seulement que le chah a aussi quelques " poires pour la soif " dans diverses affaires, aux USA, en Angleterre. On ne sait jamais ce que vous réserve l'avenir. L'année passée, il s'est offert une " folie ", un château anglais : dix milliards anciens.

Opium et petits bénéfices

La soeur jumelle du chah, la princesse Achraf, a la réputation d'être une " femme de tête ". Elle s'occupe de beaucoup de choses. D'oeuvres de charité et de diverses sociétés dont l'Union des femmes iraniennes. Les journaux locaux sont pleins de comptes rendus de ses activités. Pas de toutes, cependant. Par exemple, ils n'ont jamais rien dit de son équipée suisse de 1961 : des policiers helvétiques l'avaient accusée de transporter de l'héroïne dans ses bagages sous le couvert de l'immunité diplomatique dont elle jouissait. Elle a rejeté avec indignation l'accusation, mais l'affaire n'a jamais été éclaircie. A peu près à la même époque, les Suisses arrêtaient également un riche homme d'affaires iranien, Hassan Goraichi, pour le même motif. Il mit en cause, le directeur du cabinet particulier du chah, le prince Houchang Davahlou, qui lui envoyait ces colis d'opium.

Goraichi fut libéré sous une caution de 750.000 dollars (trois cent quinze millions anciens), la somme la plus importante jamais versée à la justice helvétique dans de tel-

les conditions. Davahlou, qui avait déjà été arrêté à Paris en 1960 sous la même inculpation, avait été relâché alors sur intervention du chah. Celui-ci s'affirme "intransigeant vis-à-vis des trafiquants de drogue" : il suffit que la police trouve dix grammes d'héroïne sur un iranien pour que celui-ci encoure la peine capitale. (La SAVAK "trouve" presque toujours de la drogue chez les opposants au régime lorsqu'elle effectue des perquisitions chez eux. De mauvaises langues disent qu'elle facilite ainsi beaucoup la tâche aux tribunaux de Sa Majesté). On ne voudrait quand même pas que cette "intransigeance" touche les proches de la cour, qui arrondissent sans penser à mal leur fortune familiale. La famille c'est sacré.

La princesse Achraf ne figure pas personnellement dans les conseils d'administration. Elle laisse ce soin à son fils, Chahram Pahlavi, neveu du roi. Celui-ci dirige diverses sociétés ou en est un des gros actionnaires : Société Chahram d'export-import, Naviran (transports maritimes), "LORC" d'Ispahan pour la mise en place d'industries lourdes, Saman-Iran (construction d'immeubles d'habitation et de bureaux), Iran-Projekt (représentation commerciale), Llyod-Iran, Shell-Iran (produits chimiques), Azar-Ispahan (textiles), etc.

Ahmed Chafiq, ex-mari d'Achraf, n'est pas en reste avec ses participations dans les transports maritimes PARS, dans la Société irano-allemande des constructions de marine, dans la société d'aviation PARS, etc. Grâce à Dieu, la famille est grande. Mahmoud Reza (demi-frère du chah) fait lui aussi de bonnes affaires (Société minière Morkan, entre autres), tout comme Gholam Reza Pahlavi, un autre frère du chah.

Tout le monde se retrouve dans la "Fondation Pahlavi", "société de bienfaisance", qui est exemptée d'impôts et qui sert aussi de "couverture" à de fructueuses opéra-

tions. Une revue américaine - " The Nation " d'avril 1965 - a ainsi révélé, documents photocopiés à l'appui, qu'une partie de l'aide américaine attribuée en 1961 à l'Iran était passée dans les poches des Pahlavi. Et pas des pourboires : deux millions à Chahnaz (la fille aînée du roi), quinze millions à Farah, un million à Mahmoud Reza ...

Un autre Iran

Le chah n'est plus le petit garçon obéissant qu'il était lorsque les Américains le réinstallèrent sur le trône après avoir renversé Mossadegh qui, le premier, osa nationaliser le pétrole. Fondamentalement attaché - par mille liens politiques et économiques - à l'impérialisme, il a cependant aujourd'hui ses propres ambitions et la force de se faire entendre. Ses positions - défendre un juste prix du pétrole et des matières premières - peuvent coïncider avec celles des pays progressistes alors même que les objectifs et les intérêts qu'il défend sont différents. Il n'en demeure pas moins que son premier souci est de maintenir un système qui lui permet de détourner à son profit et à celui de sa classe les milliards qui appartiennent au peuple d'Iran.

Qui peut douter qu'un jour viendra où celui-ci saura briser ses chaînes pour construire une vie nouvelle en utilisant pour son propre bien toutes ses immenses richesses nationales ?

Gageons qu'à ce moment là les journaux qui vendent du rêve s'intéresseront moins à l'Iran. Il est vrai qu'il y aura toujours un chah, une chahbanou ou un prince en disponibilité pour raconter ses souvenirs sur les splendeurs passées de Saadabad.

INTERVENTION DE WILLIAM CARUCHET

AVOCAT AU BARREAU DE NICE

DOCTEUR EN DROIT

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE DROIT CRIMINEL

AU PALAIS DES NATIONS A ALGER

LE 3 AVRIL 1975

Monsieur le Président,
Messieurs les délégués,

Mon intervention porte essentiellement sur les prisonniers politiques, et, plus spécialement, sur les prisonniers politiques Iraniens qui connaissent des conditions de détention effroyables.

Aucun accord politique international de l'IRAN avec un autre Etat, ne doit nous autoriser à écarter de nos discussions ce problème. Celui-demeure entier malgré les vicissitudes des relations entre l'IRAN et ses voisins. Et rien ne nous permet de le rendre tabou, autrement dit de l'escamoter.

Cette question doit être abordée ouvertement, franchement, sans réticences. D'autant plus que la condition des détenus politiques Iraniens est trop méconnue et que les instances internationales ne lui donnent pas l'ampleur souhaitée. On parle des prisonniers politiques Chiliens, Vietnamiens ou Espagnols. On parlait hier de ceux du Portugal ou de la Grèce. Mais, malheureusement, les informations concernant ceux d'IRAN sont trop souvent absentes des mouvements de protestation.

Parler des prisonniers politiques Iraniens est un devoir pour nous et correspond à la vocation même de l'Association Internationale des Juristes Démocrates.

Se faisant, nous rejoignons le Secrétaire Général Adjoint de l'O.N.U. qui, lors de son intervention, hier, à cette tribune, a insisté sur le sort des prisonniers politiques citant, à cet égard, différents pays. L'IRAN était absente de cette nomenclature. Mais celle-ci n'étant pas

limitative, rien ne peut nous permettre de dire que l'IRAN ne doit pas y figurer.

Il y a plus encore. Le Ministre de la Justice Algérien lui-même nous a recommandé des résolutions nettes, précises, sans aucune ambiguïté où tout formalisme est formulé vagues seraient éliminées. Voici donc, pour notre Congrès, l'occasion, en suivant ces recommandations, de dénoncer la politique du Gouvernement Iranien à l'égard de ses prisonniers politiques.

Depuis la chute de MOSSADEGH en 1952, tous les partis politiques sont interdits y compris naturellement le Parti TOUDEH.

Le passage au pouvoir de MOSSADEGH et la nationalisation des puits de pétrole furent une manifestation économique.

Sa chute fut le début d'une entreprise de meurtres, de terreur et de rapine. Sous prétexte d'exterminer le TOUDEH - pro-communiste - on s'en prit à tous les opposants du régime.

Sans parler de la misère. Les enfants de cinq ans, qui s'usent les yeux et les poumons dans les fabriques de tapis d'ISPAHAN, ne reçoivent que quelques piécettes pour leur peine. La journée de travail est de douze à quatorze heures. Le salaire de base n'a pas changé entre 1946 et 1966. Les ouvriers sont illétrés à cinquante pour cent. La sécurité sociale est inexistante. La Police et l'Armée absorbent plus de la moitié du budget.

Plus que jamais, l'IRAN est à l'heure américaine. Le SHAH se présente volontiers comme le protecteur et le gardien du Golfe Persique qui recèle plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole.

La normalisation des relations entre l'IRAN et les pays arabes n'est qu'apparente et ne fait pas illusion.

Le régime iranien est un bastion pro-américain et joue le rôle de gendarme régional. La répression et la violence cherchent à semer le découragement, le désespoir et le renoncement dans l'esprit du peuple iranien et dans les rangs des révolutionnaires. Dans ce but, la SAVAK (la police politique) resserre toujours plus son étreinte. Dans chaque administration, dans chaque usine, celle-ci a installé l'un de ses agents qui signale toute contestation ou opposition.

En même temps, les contrats politiques et économiques conclus avec les U.S.A. et la GRANDE-BRETAGNE, placent de plus en plus l'IRAN sous la dépendance américaine.

Les observateurs en visite en IRAN peuvent témoigner comment, en dépit des affirmations optimistes des dirigeants, la misère, la pauvreté, la faim, l'analphabétisme, la maladie, l'insécurité matérielle et morale continuent à régner.

Les partis politiques sont interdits. Comme nous l'avons indiqué précédemment, les militants sont pourchassés, emprisonnés, torturés et assassinés.

Les condamnations des Tribunaux Militaires retiennent invariablement " la tentative de renverser la monarchie constitutionnelle de l'IRAN ". Même l'intention, sans commencement d'exécution, est retenue, " la pensée d'agir".

Les conditions de détention des prisonniers politiques sont effroyables. Le silence le plus inquiétant règne

sur leur sort. Combien sont-ils ? Personne ne le sait. On compte parmi eux des opposants de toutes tendances et de toutes catégories sociales, d'anciens officiers supérieurs comme des chefs religieux, des ouvriers comme des étudiants. Certains sont transférés au Sud, dans une région désertique près de CHIRAZ ou dans des îles du Golfe Persique.

Les prisons sont si sombres et si humides que même les gardiens montrent peu d'empressement pour y travailler. Certaines cellules sont minuscules et sont de véritables cages, 1m20 sur 2 mètres. La lumière vient d'une lampe qui se trouve au dehors. Quand on sait que plusieurs régions de l'IRAN connaissent dans l'année une variation de température de 70 degrés, on imagine le calvaire et les souffrances de ces hommes.

Presque tous les détenus affirment avoir été torturés et n'avoir avoué que sous les coups. La torture à l'électricité est la plus courante, les chocs ne laissent aucune trace mais paralysent totalement le corps.

Tous les procès ne sont pas connus. De temps à autre, on apprend par les familles auxquelles les corps sont restitués que des hommes et des femmes ont été passés par les armes à TABRIZ, ISPAHAN ou TEHERAN. A aucun moment, il n'a été fait mention des débats.

Déférés devant la Justice militaire, les Iraniens sont livrés à une justice plus expéditive et plus sévère. Elle les prive de l'arrestation à leur assassinat légal, de toute garantie. Dans sa course à la violence et à la répression, le pouvoir donne à l'homme un avenir incertain.

Les arrestations se font souvent sous la forme d'enlèvements. Les intéressés disparaissent sans que leurs proches puissent avoir la moindre information sur leur sort.

Un jour, le "disparu" réapparaît au cours d'un procès, ou même n'apparaît plus du tout, un communiqué de quelques lignes annonçant son exécution ou sa condamnation, à une peine de travaux forcés.

En IRAN, comme ailleurs, la garde à vue est réglementée. Elle ne peut dépasser vingt-quatre heures. Il s'agit de la possibilité donnée aux services de police de détenir un individu pendant une période très rigoureusement limitée afin de procéder aux premières constatations avant de la présenter à un magistrat instructeur. Cette règle est violée systématiquement pour les détenus politiques. La garde à vue se prolonge plusieurs mois, voire plusieurs années. La détention préventive semble illimitée la SAVAK ayant alors les mains libres pour fabriquer le dossier et torturant les personnes entre ses mains pour obtenir des aveux. Gardés au secret, les prisonniers n'ont aucun contact avec le monde extérieur, ni avec leur famille ni avec leur avocat.

Le Gouvernement Iranien n'envisage jamais favorablement certaines démarches de la part d'avocats étrangers. Or, ces interventions sont souhaitables. D'une part, la Ligue Iranienne des Droits de l'Homme ne semble pas s'intéresser à ces problèmes humains ou, peut-être n'a plus la possibilité d'apporter son témoignage. D'autre part, et cela est encore plus grave les avocats iraniens ne peuvent pas connaître des affaires politiques. La "défense" est assurée obligatoirement par des officiers, choisis par le Gouvernement qui sont affiliés à un barreau spécial, aussi pittoresque qu'inefficace.

Il est évident, du fait de la personnalité particulière de ces défenseurs, qu'il ne s'agit là que d'un simulacre de défense. Ceux qui ont eu l'imprudence de prendre au sérieux leur mission, se sont retrouvés, comme leurs clients, en prison.

Un observateur a témoigné : " Je dois dire que je n'ai à aucun moment vu un avocat serrer la main de son client, lui parler, lui sourire, avoir même l'air de le connaître ou de se préoccuper de lui ".

Ces observations soulignent la nécessité de palier ces insuffisances -dramatiques pour un détenu- par la présence d'observateurs étrangers qui, eux ne sont pas tenus aux mêmes interventions restrictives que leurs collègues iraniens.

Certains avocats étrangers et notamment moi-même sommes intervenus en IRAN pour les prisonniers politiques et notamment pour la défense de militants du Parti TOUDEH emprisonnés depuis plusieurs années.

Ces opposants à la politique du SHAH ont été traduits devant un Tribunal Militaire dont la sévérité et l'obéissance au Pouvoir sont bien connus dans tous les pays. Or, l'article 79 de la Constitution décide que les infractions politiques et de presse sont essentiellement du ressort des Tribunaux de Droit commun, assistés du jury. Mais le Gouvernement tourne la difficulté en soutenant que le fait de vouloir renverser la Monarchie n'est pas une infraction politique mais un crime de droit commun, donc relevant des Tribunaux Militaires.

Les principes élémentaires de Justice ne sont pas suivis. L'oralité des débats n'est pas respectée. La procédure est purement inquisitoriale, et secrète. Quant à la voie de l'appel, elle est illusoire. Le Président d'une Cour Militaire n'a-t-il pas déclaré officiellement : "Nous ne sommes pas là pour reconsidérer, mais pour renforcer la sentence " ?

C'est donc dire l'importance qu'il y a pour nous Juristes Démocrates à intervenir en faveur de tous les prisonniers politiques.

C'est la vocation même de notre Association qui rejoint en cela la fonction de la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME.

C'est le premier devoir des Juristes Démocrates que d'assurer la défense de ces prisonniers politiques pour faire cesser la terreur dont ils sont l'objet :

- d'une part par la suppression pratique de toutes les libertés reconnues expressément par les Lois constitutionnelles;

- d'autre part par les lois répressives anti-démocratiques qui supprime toute garantie à l'inculpé;

- et enfin par l'arbitraire qui préside à tous les décrets, à l'instruction criminelle et à la condamnation.

et sans parler des traitements inhumains infligés à l'intérieur des prisons contre les prisonniers politiques, le refus du traitement médical pour certains, l'interdiction de visite pour la plupart que sont les répressions morales et physiques inadmissible devant lesquelles il y a lieu de s'élever.

C'est pourquoi nous vous demandons à l'occasion du vote de la motion qui concrétisera nos travaux, de condamner expressément sans ambiguïté l'attitude du Gouvernement Iranien au regard de ses prisonniers politiques, le Gouvernement Iranien étant arrivé, dans sa soif de répression à violer lui-même sa propre légalité.

LA MISERE D'UN PEUPLE SUR UN TAS DE DOLLARS

Un reportage de MM. Jean Botharel
et Jacques Houzel.

La Vie Catholique

12 Mars 1975

" Nous serons parmi les cinq géants des années 80. " Telle est l'ambition déclarée de l'Iran. Une nation pour l'instant sous-développée. Le miracle aura-t-il lieu ? Jean Bothorel répond.

Chaque matin, quarante Français débarquent à Téhéran. Ils se donnent rendez-vous pour la plus grande chasse du siècle : celle des pétro-dollars. Trente neuf reviennent à Paris, la besace vide. Aux mille et une nuit de l'Iran succèdent les mille et une désillusions...

L'Iran inondé de dollars offre à réfléchir, et il n'est pas facile de le regarder sans éprouver un profond sentiment de malaise. Nulle part plus qu'ici, on ne mesure le décalage entre la richesse financière d'un pays et sa pauvreté humaine, sociale. Je dirai même sa pauvreté industrielle, contrairement aux slogans d'auto-satisfaction proclamés par l'entourage du shah et soigneusement orchestrés en Occident.

" Au fonds, l'Iran ce n'est qu'un gros tas de dollars, c'est-à-dire peu de choses, m'a avoué un haut fonctionnaire, visiblement déçu, désabusé. Le pays compte 33 millions d'habitants. Là-dessus, deux cent mille personnes environ forment la grande bourgeoisie avec quelques fortunes colossales; trois millions d'Iraniens appartiennent à la classe moyenne, commerçants, cadres, fonctionnaires, militaires, policiers, techniciens; et puis il y a tout le reste, avec bien sûr, sa hiérarchie sociale qui va du monde, des ouvriers régulièrement payés à celui des bidonvilles misérables. "

Ce "reste", c'est 90 pour cent de la population. C'est " l'autre Iran " qui ne parvient pas à émouvoir l'ambiance feutrée et confortable des ministères. Ici, à l'inverse, par exemple, du gouvernement de l'Inde, l'équipe dirigeante nie les plus évidentes réalités et vous abreuve de statistiques dont aucunes ne se recourent. Alors, qui croire ? Terrifiante

question !

" La mégalomanie a envahi Téhéran, me confie le vice-Président d'une compagnie pétrolière qui tient à l'anonymat. Je connais l'Iran depuis quinze ans. Entre 1960 et aujourd'hui, la mentalité des classes bourgeoises a radicalement changé : c'est le goût du lucre, du paraître, de l'esbrouffe qui domine. Faire de l'argent, voilà uniquement ce qui compte. Personnellement, je m'interroge sur l'avenir de ce pays : comment, dans ce climat de corruption, de délation, la masse de la population va-t-elle supporter toutes les contradictions internes ?

A mon avis, la classe moyenne de plus en plus éduquée, de plus en plus consciente de la pauvreté scandaleuse, que supporte la moitié de la population, va essayer d'imposer un changement de politique car elle craint un développement de la violence partisane. Cette classe moyenne devra-t-elle improviser une révolution de 1789 ? Franchement, ce n'est plus impossible, d'autant qu'il y a une lassitude des entreprises multinationales devant l'avalanche des projets qui n'aboutissent jamais. "

L'Occident pour seul modèle

Le gouvernement iranien n'est pas seul maître du jeu ! Il serait naïf d'ignorer cet aspect des choses. Partout la présence des Etats-Unis et de ses agents - les multinationales, les conseillers militaires - est écrasante. Invité chez quelques seigneurs du régime, j'ai eu l'impression de me retrouver dans les somptueux appartements de Park Avenue à New York. Mes hôtes m'ont parlé de la Perse, de sa civilisation, de sa grandeur, mais il n'y avait chez eux de persans, que les tapis. Et encore ...

Il est toujours facile dira-t-on, de faire le procès d'un régime, surtout quand on y est étranger. Mais le gou-

vernement iranien, sous la conduite du shah, dans ses choix, comme dans ses visions d'avenir, n'a pour seul modèle que l'Occident. Ses critères de succès sont les nôtres : comment dès lors ne serions-nous pas tentés de juger ? L'Iran veut être la copie conforme des Etats-Unis.

" Si la conquête de l'Ouest américain avait eu lieu aujourd'hui, il est probable qu'elle eut pris l'allure de notre expansion économique spectaculaire mais anarchique et parfois cruelle. C'est la loi. " M. Kouross, 45 ans, vice-ministre de l'Economie, qui me tenait ces propos, oubliait une chose : la conquête de l'Ouest est l'oeuvre de pionniers qui ont agi en terre vierge ou anéanti l'opposition des "Peaux-rouges" quand elle se présentait.

L'ambition de Téhéran se situe tout de même dans un contexte différent : il s'agit de motiver un peuple qui sort de vingt siècles de solitude et de dénuement. Est-ce la bonne voie, en le nourrissant de maximes américaines, qui portent aux nues tout ce qui est grand, efficace, productif, rentable ? Grand pour qui ? rentable pour qui ?

L'Iran est une nation sous-développée. Sa détermination, sa volonté proclamée de devenir une puissance économique n'auront pas du jour au lendemain, des effets miraculeux". " Dès lors, m'explique un haut fonctionnaire, c'est la manière de poser les bases de notre croissance économique et sociale qui déterminera notre futur. Or que constatons-nous ? le fossé entre les riches et les pauvres ne cesse de se creuser alors qu'il eût fallu amorcer, par des mesures rigoureuses, le début d'une répartition plus équitable des revenus et surtout tenter de galvaniser l'opinion autour d'un projet de société. Le shah se contente de bonnes oeuvres, en distribuant quelques douzaines d'oeufs, quelques kilos de sucre, de charbon ou de viande. Ce n'est pas cela, une politique, et je n'ai personnellement aucune illusion sur ses prétentions d'être parmi les cinq géants des années 80. "

Plongé dans les énormes embouteillages de Téhéran, passant des quartiers super-chics du haut de la ville aux quartiers minables du bas, découvrant Shiraz, la cité des vins, ou visitant Bandar Bousheir et Abadan sur le golfe Persique, partout j'ai ressenti que certains acteurs dits " responsables " jouaient une pièce de théâtre devant un décor en trompe l'oeil.

Pourquoi m'a-t-on dit à Bousheir que les villages longeant la route jusqu'à Bandar Abbas étaient électrifiés ? Il nous a suffi de faire trente kilomètres pour en visiter cinq ou six qui ne l'étaient pas ...

" Des bidonvilles ? Allons donc ... "

Pourquoi aucun de mes interlocuteurs n'a pu me donner le nombre de logements que construit et construira l'Iran ? Au Plan, on m'a avancé le chiffre de 500.000 logements dans les trois prochaines années; pour la même période, M. Karmanj, secrétaire général des industries intermédiaires qui a la tutelle sur la construction, prétend avec assurance que l'Iran frôlera le million ...

M. Kouross était plus modeste et estimait, sans en être très sûr, à 80.000, le nombre des logements neufs en 1974. Si ce dernier chiffre est le plus probable - les services américains très informés donnent une fourchette de 50 à 60000 - on voit mal comment l'Iran pourrait brusquement passer à des cadences de 250 à 300.000 logements par an !

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il d'admettre l'existence d'énormes bidonvilles à la périphérie des centres urbains ?

" Des bidonvilles ? Allons donc ! Sur ce plan là, nous n'avons aucune leçon à recevoir des capitales européennes ", m'a-t-on affirmé, péremptoirement. C'est vrai qu'il est difficile de visiter ces zones où s'entassaient un prolé-

tariat attiré par les mirages de la ville : la police veille. Chaque fois que nous nous y sommes aventurés, rapidement on nous à éconduits.

Je pourrais allonger la liste de ces "pourquoi" qui prouvent à quel point c'est le royaume des sables mouvants : à chacun sa vérité.

Dans ce climat de permanente équivoque, il est par conséquent très délicat de dégager les traits caractéristiques des deux principaux volets du devenir iranien : son agriculture et son industrialisation.

Lancée en 1962, la Réforme agraire que le shah appelle " sa révolution blanche " aurait touché 750 000 paysans, soit un ménage agricole sur quatre. Ces paysans sont devenus propriétaires de tout ou d'une partie des terres qu'ils cultivaient. Cette réforme a fait disparaître les très grands empires fonciers et a surtout démantelé la féodalité terrienne.

Celle-ci n'a pas peur autant disparu et est venue s'installer dans les villes où la connaissance des clans féodaux est absolument indispensable à tout étranger qui veut conclure des affaires avec l'Iran. A travers ces clans, prospèrent les réseaux complexes de la corruption pratiquement institutionnalisée.

La distribution des terres ne concerne donc qu'une minorité et ces petits paysans-propriétaires connaissent tous une très forte dette. Dette qu'admettent, cette fois, les pouvoirs publics. Pourquoi ? " Le paysan s'est brutalement ouvert à la consommation, m'explique le directeur d'une ferme coopérative. Il achète des objets manufacturés souvent superflus avec l'argent de sa récolte. Or ensuite, il doit racheter, pour se nourrir, les mêmes produits agricoles qu'il a vendus. Entre-temps, hélas ! il y a eu l'infla-

tion, si bien qu'il paie 30 ou 40 pour cent plus cher ce qu'il a vendu quelques mois plus tôt. J'admets que l'Etat favorise un peu bêtement cette boulimie consommatrice des paysans alors qu'il devrait faire surtout un effort d'éducation. "

A côté de cette catégorie de paysans propriétaires, il y a la masse des "fermiers" qui paient des loyers très élevés, et celle des ouvriers agricoles qui travaillent dans des "fermes-coopératives" (l'Iran en compte 62) ou dans d'importantes exploitations dont les propriétaires habitent Téhéran. L'ouvrier agricole est payé entre 350 et 500 F par mois. Pour modeste qu'elle soit, sa situation est celle d'un privilégié.

L'ensemble de cette population qui vit de l'agriculture est estimé à 18 millions. Quelque six millions doivent survivre avec moins de 2.000 F par an dans un pays où le niveau des prix est celui de la France. Un kilo de riz vaut 4,20 F; 250 grammes de beurre : 2,80 F; un kilo de mouton 21 F; un kilo de poisson : entre 7 et 10 F ... Beaucoup ont le sentiment, non sans raison, que le gouvernement sacrifie son agriculture. Il pousse d'ailleurs officiellement à l'exode rural en fonction de son slogan : " l'industrie d'abord ".

Dans l'entourage du shah, on rêve tout haut : " Dans 15 ans, l'Iran aura au Moyen-Orient, le rôle de l'Allemagne en Europe. Puissance industrielle, nous nous approvisionnerons en produits agricoles chez nos partenaires. " Pourquoi pas ? Pour l'instant, il faut admettre que l'industrialisation se caractérise surtout par d'importants goulets d'étranglement : manque de cadres, manque de techniciens, manque de professeurs, manque de routes, manque de voies ferrées, manque de téléphones, manque de main-d'œuvre qualifiée. M. Hoveida, premier ministre, estime, pour 1974, la croissance industrielle à 50 pour cent ! Sur quoi se fonde-t-il ? Où l'Iran trouvera-t-il les 700.000 experts étrangers

qu'il souhaite ? " Tout s'achète et nous pouvons payer, m'a-t-on dit. Des ponts d'or sont offerts aux ingénieurs et cadres. Pourtant, ils ne font pas la queue ...", m'a avoué un directeur de banque.

Le tiers du budget consacré à l'armée

"Tout s'achète " ; voilà sans doute l'expression qui résume le mieux le comportement actuel des dirigeants iraniens. Un pays peut-il "acheter " son industrialisation comme on achète un complet-veston ? Ce serait trop facile.

Mais quand ce "facile" existe, quand il suffit en effet d'acheter, l'Iran s'en tire très bien. Il y a un exemple, un seul et de taille : l'armée. C'est le seul "secteur économique " éclatant de santé. Là, les 21 milliards de dollars (100 milliards de francs) de recettes pétrolières réalisées en 1974 servent concrètement et rapidement. Le tiers du budget de l'Iran est consacré à l'armée. Le matériel est le meilleur du monde et provient surtout des Etats-Unis. Les militaires forment l'aristocratie des salariés de l'Etat. Ils sont 160.000 dans l'armée de terre, 40.000 dans l'armée de l'air et 12.000 dans la marine.

On peut s'inquiéter de l'entretien d'une armée aussi sophistiquée par un pays dont la masse du peuple sort à peine du Moyen-Age. Le shah songe-t-il à des aventures militaires. Par exemple dans les émirats du Golfe Persique ? Les milieux d'affaires internationaux de Téhéran posent clairement la question. P&ur d'autres observateurs, l'Iran est devenu le mercenaire de l'impérialisme américain au Moyen-Orient.

Auprès de l'armée, la SAVAK, police secrète iranienne, n'est pas non plus faite pour rassurer sur les objectifs du régime. On cite le chiffre de 50.000 prisonniers politiques tandis qu'Amnesty international a relaté des cas de brutali-

tés et de tortures.

J'ai eu le sentiment qu'au delà des milliards de dollars qui coulent avec l'or noir, il y a la réalité d'un pouvoir à quatre têtes - le shah, la grande bourgeoisie, l'armée et la police - qui tient le pays dans un progrès artificiel et une volonté de puissance insensée. Le peuple sortira-t-il un jour de sa torpeur millénaire pour découvrir, enfin, que le miracle iranien n'est qu'un mythe ?

oOo

www.iran-archive.com

آرمان
نشریه دبیرخانه خارجی
سازمان جوانان و دانشجویان دمکرات ایران

Compte de banque

G. Sobich
Kreissparkasse Recklinghausen
Fil. Dorsten- Holsterhausen
Girokonto 1656974

Adresse

de correspondance

Gustav Sobich
427- Dorsten
Friedenau 3
West- Germany

ARMAN

Revue du Bureau Etranger de l'Organisation de la Jeunesse et
des Etudiants Démocrates Iraniens
